

mement en faveur des quatorze propositions du président Wilson. Elle s'est déclarée opposée au maintien du traité de Brest-Litowsk, disant qu'il faut refuser toute proposition de paix qui ne rétablira pas la complète indépendance du peuple russe. C'est autant un triomphe pour M. Gompers que pour le président Wilson.

—Grosse grève, à demi réglée, des tisserands de l'Yorkshire et du Lancashire, englobant 20,000 ouvriers.

—Arrivée de M. Newton-D. Baker, ministre de la guerre américain, venant de Paris.

## FRANCE

—La Chambre des députés, par 467 voix contre 4, vote un crédit de 12 milliards 200 millions de francs pour les dépenses militaires et les dépenses civiles extraordinaires du dernier trimestre de 1918. Elle décide, par 382 voix contre 6, l'émission d'un nouvel emprunt pour une somme illimitée au taux de 4 p.c., remboursable dans vingt-cinq ans. Les porteurs de bons russes, mis à pied du fait de la répudiation de sa dette par la Russie tombée en quenouille germanobolchévik, pourront échanger ces titres contre des bons du trésor français jusqu'à concurrence de la moitié de la souscription, l'Etat français faisant bien d'escompter, pour rentrer dans cette avance, sur la victoire et ses fruits nécessaires. Le Sénat a accepté l'émission par 220 voix contre une.

Tout de même, quel effort colossal que celui de la France, et combien les nations qu'elle a protégées et aidées à s'armer comme elle l'a fait, lui devront de reconnaissance!

—Le gouvernement vient de distribuer un Livre Jaune sur l'alliance franco-russe. Les documents publiés couvrent la période 1890-1912.

—Arrivée de M. Vittorio Orlando, premier ministre italien.

## CHEZ NOS ENNEMIS

—La France, par l'organe de son premier ministre M. Clémenceau, la Grande-Bretagne, par celui de son secrétaire aux Affaires étrangères M. Balfour, les Etats-Unis, par la voix de leur secrétaire à la Guerre M. Lansing, déclarent qu'ils n'accepteront point les propositions autrichiennes touchant la paix.

M. Lansing est l'un des premiers, sinon le premier, à s'inscrire contre la note austro-hongroise. Peu après sa réponse au ministre de Suède, le secrétaire a publié une déclaration officielle disant que les Etats ont souvent et en toute franchise exposé leurs conditions et que, par conséquent, ils ne peuvent ni ne veulent discuter aucune proposition en vue d'une conférence touchant une question sur laquelle ils se sont déjà clairement expliqués. Le ministre de Suède à Washington est M. W.-A.-F. Ekengren.

M. Balfour a déclaré : *"Il y a quelque chose de cynique dans la proposition autrichienne, venant seulement quelques heures après le discours du vice-chancelier von Payer (touchant la Belgique). Je ne peux pas croire que ce soit le désir de l'ennemi d'en arriver à une entente qui serait acceptable pour nous."* Il a ajouté que ces propositions de l'Autriche ne pourraient ni amener la paix ni diviser les jeux.

Dans un vibrant discours au Sénat, M. Clémenceau a prononcé :

*"La France veut avoir l'honneur d'exprimer sa gratitude aux splendides soldats de l'Entente, dont les efforts sont à la veille de libérer ses populations du joug des barbares."*

Parlant des atrocités allemandes, il a déclaré : *"Il n'y aura pas de victoire tant que de pareils criminels n'auront pas tout payé !"*

Il a dit aussi :

*"Un changement de fortune a obligé les armées du Kaiser à reculer devant les peuples qui ont la conscience libre. Que veulent nos ennemis et que devons-nous faire? Nous devons continuer à nous battre jusqu'au moment où l'ennemi pourra comprendre qu'il ne peut y avoir de compromis entre le crime et le droit."*

*"J'ai entendu dire qu'on ne pouvait pas avoir la paix par une décision militaire. Ce n'est pas ce que l'Allemagne a dit quand elle a déchaîné cette guerre avec toutes ces horreurs. Par conséquent, que la guerre soit soit comme l'Allemagne l'a voulue et comme l'Allemagne l'a faite."*

*"Nous ne cherchons la paix qu'à la condition que les générations futures n'aient pas à souffrir des abominations du passé."*

*"En avant donc ? braves soldats de l'Entente ! en avant vers la libération des peuples du dernier joug de la force brutale ! En avant vers la victoire ! Toute la France et toute l'humanité qui pense est avec vous !"*

Les sénateurs ont faits une ovation au premier ministre.

Pareillement, une rumeur venant d'Allemagne et insinuant que l'Italie était à négocier, a été démentie catégoriquement.

Le gouvernement belge a également refusé l'offre de paix séparée allemande, pour les raisons que nous avons nommément développées à notre dernière chronique. Un point mérite d'être rappelé. Maintenant que l'envahisseur a détruit l'industrie belge, la continuation des traités commerciaux assurerait aux Allemands une emprise économique sur le pays. Le ministre des Affaires étrangères belge a déclaré notamment :

*"Les conditions de paix jusqu'ici proposées rendent stériles toutes les déclarations qui tendent à reconnaître l'indépendance de la Belgique. Elles ne peuvent servir de base à une discussion sérieuse. Le gouvernement belge a formulé son programme dans la note qu'il a adressé au Pape le 24 décembre dernier, et qui fut publiée en janvier, comme tous les gouvernements alliés le*